

Laodicée, Tyr, Sidon ou Caesarea Maritima. Mais il existe une autre route, maritime celle-là, moins connue, qui dès l'époque ptolémaïque connaît une activité commerciale régulière entre l'océan Indien et le golfe du Bengale d'une part, et les ports du golfe Persique et de la mer Rouge d'autre part. À la lecture du bel ouvrage de Steven Sidebotham, on découvre tout un volet du commerce antique adossé à des dizaines d'installations portuaires, de bases commerciales et d'emporia qui n'ont parfois laissé d'autres traces que leur nom dans les Itinéraires ou chez les géographes anciens. Sauf Béréniké, à 825 km au sud de Suez et à 260 km à l'est d'Aswan, dont les fouilles archéologiques ont commencé à révéler l'importance. Il s'agit d'une escale majeure sur la rive égyptienne de la mer Rouge. Mais contrairement à ce que l'on pourrait penser quand on parcourt aujourd'hui le désert oriental, entre Nil et mer, vers Edfou-Apollonopolis Magna ou Quft-Koptos, Béréniké n'est pas un îlot côtier isolé dans un environnement inhospitalier. Les cartes de Sidebotham issues de nombreuses prospections et de leur confrontation avec les témoignages des géographes nous montrent un paysage ponctué de routes, de fortins, de villages, de relais routiers, de citernes et points d'eau aménagés qui complètent les informations récemment recueillies dans le cadre des fouilles du *Mons Claudianus* et du *Mons Porphyretes*. Du pain sur la planche des archéologues car tout est à faire, même pour Béréniké, où de l'aveu du fouilleur, au terme d'une dizaine d'années de présence sur le terrain, seule une infime partie des vestiges en surface et en profondeur, a été relevée. Suffisamment en tout cas pour révéler un pan de la recherche presque inédit et appelé à connaître des développements considérables. D'Arabie, des Indes, voire de Chine, de Corée et d'Asie du Sud-Est viennent toutes sortes de produits, épices dont plusieurs sortes de poivres, aromates, animaux exotiques, textiles dont la soie, pierres précieuses et semi-précieuses, bois divers dont le teck et le bambou. Il faut remarquer que cette économie de la mer Rouge, ou du golfe Persique, n'est pas réservée à la seule filière du grand luxe et au seul profit de Rome. C'est une économie structurée d'échanges autour de la péninsule arabique. Ce qui n'est pas le moindre intérêt de ce travail remarquable et désormais indispensable à la connaissance de l'économie du monde antique.

Georges RAEPSAET

Nathalie BARRANDON, *De la pacification à l'intégration des Hispaniques (133-27 a.C.). Les mutations des sociétés indigènes d'Hispanie centrale et septentrionale sous domination romaine*. Bordeaux, Ausonius, 2011. 1 vol. 19,5 x 24 cm, 468 p., 177 fig. (SCRIPTA ANTIQUA, 35). Prix : 25 €. ISBN 978-2-35613-046-4.

L'auteur de cet ouvrage, version remaniée et mise à jour de sa thèse de doctorat dirigée par J.-M. Roddaz, rédacteur de la préface, se propose d'étudier l'impact de la présence de Rome en Hispanie centrale et septentrionale (nord-est de la péninsule), comprenant les aires peuplées par les Ibères et une partie des tribus celtibères : le bassin de l'Èbre, avec les territoires qui lui sont liés tels que la haute vallée du Douro, la région d'Ampurias-Emporion et le nord de l'actuelle région de Valence (la limite étant établie au sud du Turia). Il s'agit, plus concrètement, de s'intéresser aux mutations qu'ont subies les populations indigènes entre la chute de Numance en 133 avant notre ère, qui marque une césure fondamentale car elle contribue à la pacification de

ces territoires, et l'instauration du Principat, au moment où se constituent les sociétés provinciales pleinement romanisées ou en bonne voie d'y parvenir, en tâchant d'établir si ces changements sont imputables à une politique romaine délibérée et à la romanisation. Pour ce faire, dans l'introduction (p. 13-23), N. Barrandon explique qu'elle cherche à renouveler les nombreux travaux sur la romanisation, thème ô combien porteur mais à la fois au cœur de maints débats historiographiques parfois acharnés, grâce à une approche anthropologique. Elle réfléchit ainsi sur le concept d'acculturation, – à distinguer de l'assimilation qui en constitue une des phases –, qu'elle juge trop unilatéral puisque globalisant et centré sur le groupe receveur, oubliant l'interactivité réelle entre les parties en présence, ce qui ouvre de nouvelles perspectives pour étudier ce phénomène complexe. Dans ce but, en contrepoint à la notion d'acculturation, elle offre une fine définition de la romanisation : il s'agit, selon elle, d'un processus global plutôt à teneur juridique, que conclut l'admission à la cité romaine. Elle la complète par les concepts de « latinisation », qui décrit les mutations linguistiques et épigraphiques, et surtout d'« italianisation » à forte charge culturelle, au sens large, puisqu'elle concerne les croyances et les mœurs, les choix esthétiques, les goûts iconographiques et architecturaux ou les habitudes culinaires qui, pour variés qu'ils furent, ne résultèrent pas d'une imposition venue d'Italie. En effet, l'auteur rappelle à bon escient qu'à cette époque, la péninsule italienne, unifiée certes politiquement sous l'égide de Rome, connaissait dans le même temps un double phénomène de romanisation et d'hellénisation, inégaux suivant les régions. Afin d'étayer ses propos, elle va recourir aux sources littéraires, mais aussi à l'archéologie du bâti ou à la céramologie, en passant par l'épigraphie et la numismatique. Dans le chapitre I (p. 25-51), l'auteur présente un état des lieux, avant l'arrivée des Romains, des populations qui font l'objet de sa recherche. Elle distingue logiquement les Ibères des Celtibères (de langue indo-européenne, à la différence de leurs voisins) qui se sont influencés mutuellement, même si les premiers, en raison de leur situation géographique, furent plus réceptifs aux influences extérieures venues d'autres rivages de la Méditerranée (phéniciennes, hellénistiques et puniques). À l'intérieur de ces deux grands groupes (Ibères et Celtibères) apparaissent des ethnies, dont la cohérence relevait de traits socioculturels communs. Les sociétés indigènes, quant à elles, en dépit de leur appartenance culturelle à une ethnie, étaient à leur tour organisées en cités-États de type méditerranéen ceinturées de murailles suivant le modèle classique, régies par une élite aristocratique, que Rome continuera à appuyer tant qu'elles ne compromettaient pas la pacification de la province. Pour le reste, on décèle aussi des influences grecques ou puniques plus ou moins fortes, parallèlement au maintien des usages traditionnels dans l'urbanisme, l'architecture et les techniques de construction, tout comme dans l'expression plastique, la céramique ou les monnaies, qui se diffusent toutefois après la conquête. Il n'est peut-être que dans la culture épigraphique que se manifestent de grandes différences entre Ibères et Celtibères puisque l'utilisation de l'écriture par ces derniers est récente et fait suite à la présence romaine, sans toutefois recourir à l'alphabet latin mais plutôt au semi-syllabaire ibérique pour retranscrire leur langue pourtant indo-européenne. Ces mêmes différences, consécutives à l'ouverture des Ibères sur le monde méditerranéen et à l'influence celtique plus prégnante chez les Celtibères – ce qui n'est pas sans conséquence pour les processus initiés par la présence de Rome –, se retrouvent au niveau

de la religion puisque les représentations des dieux, les pratiques rituelles (clergé et sanctuaires) et les conceptions de la mort les séparent. Les quatre chapitres suivants (II-V) traitent de la période consécutive à la chute de Numance jusqu'à l'arrivée de Sertorius dans la Péninsule. Après avoir fait le point sur les commissions sénatoriales de passage dans la région pour ratifier des traités avec les cités soumises et les informer de leurs obligations envers Rome, N. Barrandon s'intéresse, dans le chapitre II (53-81), au monnayage indigène, en particulier au « denier indigène » et au numéraire de bronze, frappé à l'initiative des autochtones, selon la métrologie romaine mais avec des légendes propres. Elle aborde aussi la question de l'exploitation et de l'organisation du territoire avec l'entretien ou la construction de voies ainsi que des aménagements urbains où Rome laissait une grande latitude aux populations locales, tant que la stabilité de la province n'était pas mise à mal. Le chapitre III (83-96) est consacré aux modalités de diffusion de la culture romaine, à une époque où celle-ci subissait encore de fortes mutations en Italie, résultant surtout des conquêtes en Orient. La chercheuse française rappelle dès lors les différences entre romanisation et « italianisation » et réfléchit dans le même temps sur les notions de culture et de civilisation, telles que définies par H. Inglebert. Elle s'interroge donc sur les liens, autres qu'administratifs ou militaires, ayant pu exister entre les deux péninsules. Étant donné l'absence à cette époque de fondations coloniales, il faut envisager des installations, peu massives, provisoires et qu'on ne peut chiffrer, de migrants venus d'Italie, tels que des soldats, des commerçants ou des artisans, participant aux échanges culturels mais aussi commerciaux (céramique et produits de luxe importés en Espagne à destination, principalement, des Italiens, tandis que l'huile, le blé et le vin étaient exportés vers l'Italie). Les initiatives indigènes, telles qu'elles ressortent des modifications urbaines font l'objet du chapitre IV (p. 97-165). Celles-ci étaient-elles la cause ou la conséquence de mutations au sein des sociétés autochtones ? L'auteur évoque les « grands travaux » entrepris par certaines cités indigènes, suite au regroupement de population favorisé par la pacification, qui établissent un nouveau centre urbain, s'installent sur un site délaissé depuis des siècles voire réaménagent leurs quartiers. Ce processus, pour autant que les fouilles permettent de l'affirmer, documenté surtout en Catalogne et dans la vallée de l'Èbre, affecte essentiellement l'urbanisme et le système défensif plutôt que les autres bâtiments publics. L'influence hellénistique puis italique se marque peu, hormis dans la construction d'édifices communautaires tels que des temples ou des thermes, mais sans toujours respecter les principes urbanistiques italiens, en dépit de ce que l'on pourrait penser. Il en va de même pour les demeures privées aussi bien des élites hispaniques que des autres couches de la population qui intègrent, très partiellement, des innovations venues d'outre-mer, excepté l'introduction de pièces de réception. Les techniques de construction elles aussi restent fidèles à la tradition mais incluent avec le temps des nouveautés comme l'usage de la brique, du marbre, des *tegulae* ou d'*imbrices* ou le recours à l'*opus signinum*, qui a connu un grand succès. La question de la latinisation occupe le chapitre V (p. 167-212), où on cherche à savoir comment le latin est parvenu à se substituer aux langues paléo-hispaniques auprès des populations autochtones. C'est l'occasion de parler de la romanisation des supports épigraphiques : le plomb perd cette fonction au profit du bronze (privilegié en Celtibérie) et le nombre d'inscriptions sur *instrumentum domesticum* augmente quand elles n'appar-

raissent pas sur une autre technique importée, comme dans le cas de l'*opus signinum*. La pratique épigraphique, quant à elle, existait avant l'arrivée des Romains et si nouveautés il y eut, ce fut au niveau de l'adoption du marbre ou des plaques comme supports, sans oublier le recours à l'interponction ou aux techniques de gravure venues d'Italie. L'influence du latin se fait également sentir du point de vue onomastique et linguistique avec l'introduction de nouveaux sons et caractères dans le cas du semi-syllabaire employé par les Celtibères. Le meilleur exemple de ces changements sont les tessères d'hospitalité retrouvées en Celtibérie qui, bien que gravées sur bronze (un support importé d'Italie) en utilisant la langue et les caractères celtibères, retranscrivent néanmoins les pratiques locales. Les trois derniers chapitres (VI-VIII) couvrent la période des guerres civiles, opposant dans un premier temps Sertorius aux troupes sénatoriales puis Pompée à César. Le chapitre VI place l'accent sur les populations locales, qu'elles soient indigènes ou d'extraction italienne, sans oublier les citoyens romains (p. 213-230). À la différence du camp sénatorial, Sertorius n'a pas compté avec le soutien unanime et l'adhésion univoque des différentes ethnies et cités qui furent sollicitées en hommes, en ravitaillement et en argent. La personnalité de Sertorius et ses succès militaires furent pour beaucoup dans le ralliement des indigènes qui lui manifestèrent leur *deutio* et leur *fides iberica*, auxquelles Pompée allait recourir plus tard mais en développant davantage les liens clientélares. Cet atout allait lui concéder un avantage dans sa lutte contre César dans la Péninsule, qui était perçue par les deux parties comme un réservoir de ressources et de troupes qui, une fois recrutées, virent leur romanisation s'accélérer. L'état de guerre sur plusieurs décennies entraîna d'inévitables répercussions sur les cités, comme l'évoque l'auteur dans le chapitre VII (p. 231-256). Azaila, p. ex., allait être abandonnée au profit de Celsa, la colonie fondée par Lévide, conformément à la politique de César de promouvoir les communautés à un rang privilégié (municipe ou colonie). En cela, le conquérant des Gaules a agi différemment de Pompée qui, en vue de pacifier la province, a surtout cherché à intégrer les territoires à Rome par ses fondations comme Pompaelo ou ses travaux de voirie, en contrôlant davantage également les productions monétaires (avec des fermetures d'ateliers) et en concédant des privilèges à titre personnel à certains membres des élites, sans que leurs cités en bénéficient forcément. Enfin, les conséquences de la romanisation des cités, accrue par l'octroi d'un statut juridique privilégié ou par de nouvelles fondations initiées par César, qui vont contribuer à l'enracinement durable de citoyens romains, qui y côtoient des Italiens, des Romains nés en Hispanie et des indigènes, sont envisagées dans le dernier chapitre (p. 257-273). Si seulement quelques *uillae* semblent répondre aux schémas romains, c'est plutôt dans l'exploitation agricole de la vigne et de sa commercialisation, où l'on retrouve quand même une certaine mixité sociale, que se manifestent plutôt les conséquences des mutations induites par la domination romaine. Ces changements interviennent également dans la substitution, après une brève phase de bilinguisme, des langues paléo-hispaniques par le latin, prérequis indispensable pour la concession du droit latin ou de la cité romaine. Au terme de l'exposé, on trouve la conclusion générale (p. 287-290), les notes (p. 291-387), la bibliographie (p. 389-440) puis la liste des figures (p. 441-446) et les divers index (p. 447-468). – Les apports de la recherche de N. Barrandon sur un thème difficile et aux multiples facettes sont nombreux. On pense d'abord à sa définition des concepts d'italianisation et de son corollaire, la

romanisation. En outre, elle parvient, par son approche multidisciplinaire, à dresser le bilan tout en nuances des temps de la romanisation des populations indigènes d'Hispanie centrale et septentrionale, dont l'intensité et la célérité furent variables dans le temps et dans l'espace, grâce à la présence plus ou moins massive ou durable d'individus venus d'Italie. Enfin, ce travail permet également de se rendre compte du pragmatisme de Rome, qui n'intervenait finalement que lorsque la paix était troublée ou son autorité était contestée. On regrettera toutefois quelques rares coquilles, entre autres dans l'emploi des prénoms romains : ainsi Tiberius Sempronius Gracchus voit-il son *praenomen* systématiquement abrégé en T., qui correspond en fait au prénom Titus. Il en va de même pour S. (Sextus) Pompeius et S. (Servius) Sulpicius Galba, devant être abrégés respectivement en Sex. et Ser., mais cela, bien évidemment, n'enlève aucun mérite à cet ouvrage.

Anthony ÁLVAREZ MELERO.

Antonio David PÉREZ ZURITA, *La edilidad y las élites locales en la Hispania romana. La proyección de una magistratura de Roma a la administración municipal*. Cordoue, Université - Séville, Université, 2011. 1 vol. 17,5 x 24,5 cm, 623 p., ill. ISBN 978-84-9927-091-3.

Le présent ouvrage est la publication d'une thèse doctorale soutenue en 2009 à l'université de Cordoue sous la direction d'E. Melchor Gil, et s'inscrit dans la lignée des travaux de celui-ci, ou encore de J.F. Rodríguez Neila, sur l'administration municipale de l'Hispanie romaine. Son sujet pourrait sembler aventureux au premier abord : focaliser son attention sur une seule magistrature locale, l'édilité, fait courir le risque de s'enfermer dans un tunnel interprétatif pouvant aboutir à un rétrécissement du champ des recherches, en isolant cette magistrature de son contexte sociopolitique plus large. Mais la démarche se tient, tout d'abord parce qu'une synthèse existe déjà sur les magistratures locales de l'Hispanie romaine (L.A. Curchin, *The local magistrates of Roman Spain*, Toronto, 1990), mais aussi parce que l'édilité, qui occupe une position seconde derrière le duumvirat, offre néanmoins un dossier paradoxalement plus riche que ce dernier. Il n'est pas plus fourni en nombre de magistrats recensés, mais peut s'inscrire dans une perspective historique plus large, celle d'une magistrature attachée à la ville de Rome, qui trouva un nouveau terrain d'expression dans les institutions normalisées des cités de l'Occident romain. Il n'en va pas de même pour le duumvirat, dont le modèle n'est pas à proprement parler le consulat, sans doute en raison du lien très fort de ce dernier avec la notion d'*imperium*. Par ailleurs, on se souviendra également que les lois municipales nous ont conservé la description des fonctions des édiles, alors que le chapitre dévolu aux duumvirs est malheureusement presque entièrement perdu. La démarche fait donc sens, malgré l'étroitesse apparente de la thématique, et aboutit dans ces pages à ce qui s'apparente à une tentative d'épuisement du sujet. Après une assez courte introduction (p. 15-23), le livre s'ouvre sur un premier chapitre présentant un aperçu de l'histoire de l'édilité à Rome, des origines à l'Empire (p. 27-96). Nécessairement très synthétique, celui-ci survole les principaux développements de la magistrature, et présente les différentes compétences des collègues édiliens, en reprenant la tripartition cicéronienne (*cura urbis, cura annonae, cura ludorum solemnium*), qu'il complète en s'intéressant également aux